

Combattre l'apartheid israélien ?

Par J. W.

Je souhaiterais revenir sur la question des ressemblances entre l'apartheid et la situation des palestiniens sous contrôle de l'armée israélienne.

Au moment où l'armée israélienne reprenait ses bombardements contre la population palestinienne de Gaza et de Cisjordanie, à la date anniversaire de la Nakba, l'artillerie de l'armée libanaise crachait un déluge de fer et de feu contre les 40 000 habitants palestiniens du camp de Nahr El-Bared, près de Tripoli : 20% des habitations ont été détruites. Nul ne connaît le nombre des victimes. Depuis vingt quatre jours le bombardement se poursuit.

Le Président du Congrès des syndicats d'Afrique du Sud (COSATU) Willie Madisha constatait il y a quelques mois que *« l'apartheid israélien est pire que l'apartheid qui était imposé en Afrique du Sud...Israël attaque les palestiniens avec des armes lourdes, des tanks, auxquels on ne recourt qu'en temps de guerre. Ca n'est jamais arrivé en Afrique du Sud...L'apartheid d'Israël devrait être sanctionné par le même boycott qui a été imposé contre l'Afrique du Sud... »*.

Mais un boycott est effectivement déjà imposé. Non pas contre Israël. Mais à son initiative. Avec l'aide et la participation des USA et de l'Union européenne. Contre la population Palestinienne de Cisjordanie et de Gaza plongée ainsi dans le plus complet dénuement. Pour mettre à genoux, pour écraser le peuple palestinien, sanctionné pour avoir exprimé par son

vote majoritaire, qu'il ne reconnait pas l'Etat sioniste. Pour avoir ainsi marqué qu'il continue à revendiquer le droit au retour des réfugiés, l'égalité des droits entre toutes les composantes juives et arabes, ce qui implique, comme le souligne si justement votre revue, la constitution d'un seul Etat palestinien, démocratique et laïque.

Mais convient-il de s'arrêter là dans les comparaisons : dès le début du XX^{ème} siècle, les fondateurs du sionisme ont nié l'existence du peuple palestinien notamment à travers la formule d'une *« terre sans peuple pour un peuple sans terre »*. Les européens qui ont colonisé l'Afrique du Sud au XIX^{ème} siècle n'ont jamais nié l'existence massive et très antérieure de populations Noires. Pour ces derniers, il s'agissait de réduire les Noirs en esclavage, d'en utiliser la force de travail, tout en leur interdisant toute liberté politique. Pour les sionistes, le peuple Palestinien a toujours été de trop. L'Etat d'Israël quant à lui a été imposé par les armes — fournies sous l'égide de Staline, Truman et de l'ONU —, par la purification ethnique, les massacres, la destruction de villes et de villages entiers, en chassant 800 000 des 950 000 palestiniens qui habitaient sur son territoire actuel. A noter que depuis lors, aucun des gouvernements hébreux de gauche et de droite qui se sont succédés n'ont fixé ni reconnu de limites territoriales à l'Etat sioniste.

Cette fois encore, après 60 années de répression et de résistance. Malgré les armes lourdes, les tanks, l'impasse dans

laquelle le partage de la Palestine par l'ONU en 1947 plonge cette région dans un chaos sanglant. Tout a été « essayé » sous l'égide de la démocratie impérialiste et sioniste : la séparation de la Transjordanie de la Palestine et l'installation de la monarchie hachémite. Les palestiniens chassés des territoires de 48 pour imposer l'Etat sioniste. La Cisjordanie, Jérusalem et Gaza devait constituer la Palestine : la Cisjordanie a été occupée et rattachée au royaume de Jordanie. Gaza a été occupé par l'Egypte. Puis, après la guerre de 1967, occupation militaire israélienne de ces mêmes territoires. Enfin, avec les accords d'Oslo, proclamation de leur « autonomie » sous le contrôle d'Israël qui multiplie les installations de colonies juives, l'expulsion des palestiniens...et la construction du mur. Chaque nouvel essai a fourni à l'Etat Hébreu l'occasion de s'emparer d'une surface supplémentaire de terre palestinienne et d'asphyxier davantage les populations. Chaque nouvel essai a conduit à de nouveaux massacres. L'ordre du jour israélien n'est pas la mise en œuvre d'un apartheid local, mais est bien la continuation d'une politique de « purification ethnique », commencée en 1948.

Le Figaro constate que « ...présentées d'abord comme un impératif sécuritaire, puis comme une arme de négociation... les colonies ont en réalité conduit à l'engloutissement de la Cisjordanie par Israël ». Et le directeur de l'Office des Nations Unies pour les affaires humanitaires déclare « si la situation actuelle perdure, toute tentative de créer un Etat palestinien aboutira à la naissance

d'un Etat croupion voué à l'échec » Est-ce un aveu de faillite de l'ONU ?

Peut-on combattre réellement la politique israélienne sans caractériser l'Etat théocratique hébreu, ses institutions de la ségrégation raciale et religieuse, ses lois discriminatoires sionistes qui broient le peuple palestinien dans les rouages des pseudo « deux Etats » ? Existe-t-il une autre solution en dehors de la Palestine laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine ? Mais cette solution est-elle comparable à ce qui s'est passé en Afrique du Sud ? Si l'Apartheid institutionnel a disparu, l'Afrique du Sud est restée une république Blanche, mais avec des ministres Noirs, où l'immense majorité de la population reste dépossédée de la terre et dans la pratique, des droits les plus élémentaires. Le combat pour une république Noire, c'est-à-dire dirigée et exploitée pour la satisfaction des besoins de l'écrasante majorité Noire, et dans laquelle les Blancs qui le veulent trouveront leur place à égalité ne reste-elle pas d'actualité ?

La question de la nation en Palestine ne peut pas et ne sera jamais réglée par la constitution artificielle d'une prétendue nation juive ou israélienne, séparée d'une prétendue nation arabe ou nation palestinienne. Et donc la question posée, et qui reste à l'ordre du jour aujourd'hui est bien celle de la constitution de la nation palestinienne, opprimée et entravée aujourd'hui par le sionisme, y compris par les Etats réactionnaires de Jordanie et d'ailleurs, c'est-à-dire par les instruments de l'impérialisme américain, qui interdisent à la nation palestinienne de se constituer en nation.